

# Résolution

Les délégués de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP), réunis en Conférence des Comités à Luxembourg en date du 4 décembre 2023,

après avoir pris connaissance de la ligne de conduite de la CGFP et de la prise de position du Comité exécutif sur les problèmes d'actualité:

**approuvent** le programme d'action de la CGFP portant sur la situation politique, économique et sociale, ainsi que sur les réformes en cours;

## **en matière de réformes:**

**exigent** que les accords en matière statutaire et salariale conclus entre la CGFP et le gouvernement soient réalisés et appliqués dans tout le secteur public d'une façon conforme à la lettre et à l'esprit des textes, et non réinterprétés arbitrairement par le gouvernement, voire les organes de décision;

**demandent** que les imperfections constatées soient corrigées et que les mesures qui se sont avérées douteuses, voire inutiles soient éliminées dans les meilleurs délais;

**insistent** pour que les laissés-pour-compte des réformes soient reconnus comme des cas de rigueur à traiter aussi rapidement que possible et que le gouvernement reste à l'écoute des revendications aussi bien de l'organisation faïtière CGFP que de ses associations professionnelles;

**sont d'avis** que la connaissance des institutions luxembourgeoises ainsi que de la langue luxembourgeoise sont primordiales non seulement pour l'obtention de la nationalité, mais également pour l'intégration dans la société luxembourgeoise;

**considèrent** que le luxembourgeois comme langue nationale doit trouver sa juste place au sein du multilinguisme, marque distinctive de notre identité nationale et notre atout majeur au niveau européen et international;

**rappellent** que le dialogue social authentique ne doit pas être une simple vue de l'esprit mais une réalité incontournable à la base même de la communauté nationale;

**soutiennent** le tripartisme – modèle social garantissant le dialogue constructif entre salariés, employeurs et gouvernement et qui a fait ses preuves au fil de l'histoire du Grand-Duché de Luxembourg;

**estiment** qu'en matière fiscale, il convient de rééquilibrer le fardeau financier entre les personnes physiques et les collectivités.

## **en matière statutaire:**

**insistent** que, tant dans les administrations que dans les établissements publics, les représentations du personnel participent au processus décisionnel dans l'esprit d'un véritable dialogue social honnête et constructif;

**exigent** du gouvernement de mobiliser ses efforts pour que tous ses agents puissent travailler en toute sérénité et sécurité et que des conditions de travail décentes leur soient garanties;

**dénoncent et ne toléreront plus** toute tentative d'influencer, de porter atteinte à ou d'entraver la liberté syndicale – que ce soit de la part des dirigeants administratifs ou politiques – en exerçant de la pression sur ou en discriminant les représentants syndicaux.

**en matière politique:**

**réaffirment** la position d'indépendance politique de la CGFP et sa vocation à défendre les intérêts professionnels, moraux et matériels de ses membres, quelle que soit l'évolution politique du pays;

**estiment** que le Luxembourg doit résolument défendre ses intérêts nationaux sur la scène internationale, comme le font les autres Etats membres de l'Union européenne;

**mettent en garde** contre l'amalgame entre la lutte contre le terrorisme et l'afflux des réfugiés politiques qui submergent l'Europe alors que les Etats démocratiques doivent coordonner leurs actions pour répondre fermement à la menace terroriste et se montrer solidaires, dans la mesure des moyens disponibles, avec les victimes des conflits dans le monde;

**condamnent** vivement la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et se rallient aux pays de l'Union européenne dans leur combat pour défendre les valeurs fondamentales de notre société;

**considèrent** que les valeurs européennes doivent être davantage promues afin de maintenir la solidarité et la paix au sein de notre communauté.

**en matière économique et sociale:**

**demandent** au gouvernement de redoubler d'efforts en matière de lutte contre le chômage des jeunes, contre la pauvreté et contre l'augmentation des inégalités au Luxembourg;

**exhortent** le gouvernement à s'ouvrir plus largement à l'écoute des attentes et aspirations de la majorité silencieuse;

**se prononcent** résolument contre la démagogie populiste de l'extrême droite;

**rappellent** l'importance des valeurs morales que sont l'honnêteté intellectuelle, le travail bien fait, l'engagement personnel, le respect de l'autre, la loyauté et la solidarité;

**insistent** sur l'importance de l'ajustement régulier des salaires et des pensions à l'évolution générale des prix à la consommation;

**soulignent** que les conséquences de la récession actuelle doivent affecter le moins possible les foyers en général et les agents publics en particulier afin d'éviter le risque d'un effondrement de l'économie.

\* \* \*

**adressent** un appel pressant aux membres de la CGFP à resserrer les rangs et à faire preuve de solidarité et d'unité dans l'action, garantes de son succès et de son rôle sur la scène sociale et nationale;

**renouvellent** leur confiance dans les instances dirigeantes de la CGFP.